



Copie : DRH, SG, DSC

Le 28 avril 2026,

Monsieur le Président de l'ONERA,

Nous accusons réception des propositions présentées par la Direction des Ressources Humaines dans le cadre des Négociations Annuelles Obligatoires (NAO) 2026. Après concertation approfondie entre les organisations syndicales CFDT et CGT nous tenons à vous exposer notre position commune. Celle-ci s'appuie sur les enseignements des négociations de 2025, sur le cadrage budgétaire communiqué par la tutelle et sur les réalités économiques actuelles.

Les discussions de l'année écoulée ont mis en lumière les limites d'une politique salariale reposant sur des augmentations individuelles (AI) et le maintien d'un effet report. Cette configuration n'a pas permis de préserver efficacement le pouvoir d'achat des salariés, en particulier des plus modestes. Aujourd'hui, face à un cadrage budgétaire contraint à **1,02 % de la masse salariale** (après déduction de l'effet report de 0,78 %), nous devons privilégier des choix clairs, équitables et lisibles pour l'ensemble des personnels.

Nous reconnaissons la contribution essentielle des cadres et ingénieurs à la performance et à l'innovation de l'ONERA. Cependant, dans un contexte où l'inflation pèse lourdement sur les budgets des ménages, l'urgence est de protéger ceux qui subissent cette pression de manière disproportionnée : les employés, techniciens, jeunes ingénieurs et agents dont les salaires sont les plus bas.

C'est pourquoi nous proposons une **augmentation générale (AG) de 50 € brut par mois** pour tous les salariés (hors doctorants, dont l'enveloppe est distincte), avec une augmentation en niveau de toutes primes et minima (1,02%).

Cette mesure, qui devrait représenter globalement l'enveloppe disponible de 1,02 %, présente plusieurs avantages stratégiques :

1. **Sortie de l'effet report** : En appliquant cette mesure dès le **1er janvier 2026**, nous permettons de solder l'effet report des années précédentes sans engager de nouvelles charges reportées sur 2027.
2. **Justice sociale** : Contrairement à une augmentation en pourcentage d'un niveau particulièrement faible, cette mesure en valeur absolue préserve le pouvoir d'achat des bas salaires pour qui l'impact est significatif.
3. **Maintien des mesures annexes** : Mobilité durable, prime carburant, part employeur mutuelle.
4. **Sécurité économique** : Pour anticiper les incertitudes, nous demandons l'introduction d'une **clause de revoiture au second semestre 2026**. Si l'inflation venait à dépasser **2,5 %** sur le premier semestre, les salaires devront être réévalués pour garantir le maintien du pouvoir d'achat de l'ensemble des personnels.

Notre proposition constitue un compromis équilibré, plaçant l'ONERA dans une dynamique de responsabilité sociale. Elle permet de sortir de la mécanique de l'effet report sans sacrifier complètement le pouvoir d'achat des plus modestes et avec un impact limité pour les autres, évitant ainsi les tensions sociales tout en assurant une progression perçue comme plus équitable par l'ensemble des catégories professionnelles.



Nous restons à votre entière disposition pour échanger plus en détail sur ces propositions et les affiner conjointement, dans le respect des contraintes budgétaires qui nous l'espérons pourront être levées par votre action.

Dans l'attente de votre retour, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos salutations distinguées.

Pour la CFDT,

Maxime Forte, DSC adjoint

Pour la CGT,

Bernard Tanguy, DSC